

FORUM ECONOMIQUE DES AMÉRIQUES :

La Francophonie sensibilise sur les grands enjeux climatiques

Mardi 9 Juin 2015

Lieu : Conférence de Montréal, Hôtel Bonaventure, Québec, Canada

L'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a tenu le 9 juin dernier, dans le cadre du Forum Économique des Amériques (Montréal, 8-11 juin 2015_ un panel avec 6 intervenants et environ 150 participants sur les enjeux des changements climatiques et des négociations internationales en cours en prélude à la 21^{ème} session de la conférence des parties sur le climat (CdP21) à Paris.

Sous la forme d'un petit-déjeuner de travail, cette session de discussions a réuni plusieurs personnalités, diplomates, chefs d'entreprises, autorités gouvernementales, scientifiques, la société civile fortement représentée par les jeunes et les femmes.



M. Jean-Pierre Ndoutoum (Extrême gauche), directeur de l'IFDD avec les membres du panel (©IFDD)

Au début de la séance, M. Jean-Pierre Ndoutoum, Directeur de l'IFDD qui faisait office de modérateur de cette session, a remercié les différents participants, notamment les

panélistes pour leur disponibilité. Il en a profité pour faire une présentation de l'Institut, des actions entreprises par la Francophonie à travers l'IFDD dans le cadre des négociations sur le climat pour la Conférence des Parties de Paris 2015.

M. Nicolas Chibaeff, Consul général de France à Québec est revenu sur la préparation de la Conférence de Paris. Tout en présentant l'état des négociations, il est revenu sur les contributions attendues des différentes parties prenantes, l'agenda des solutions et le financement des initiatives d'atténuation et d'adaptation qui sont pour lui les quatre grands défis de la prochaine conférence. « Nous devons conclure une alliance pour le climat à Paris » a-t-il souhaité. Il s'est donc réjoui de l'élan politique donné au dernier sommet du G7, qui pour lui est l'expression d'une prise de conscience générale et encourageante pour un nouveau paradigme après la conférence de Paris.

M. Souleymane Diallo, Directeur de cabinet du Ministre de l'Environnement et du Développement durable du Sénégal, a souligné dans ses interventions la nécessité des actions concertées entre les pays, de la mise en place des mesures d'atténuation et d'adaptation notamment pour les pays en développement, des partenariats notamment sur le plan des transferts de technologies (notamment dans le domaine de l'énergie solaire) et l'urgence des actions pour sortir de l'ère industrielle fossile. « Nous n'avons plus le choix. Nous devrions nous engager dans un millénaire industriel sobre en carbone » a-t-il exhorté. Dans le cadre de l'élaboration des Contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN), il a souhaité pour les pays qui s'activent à leur élaboration que cela soit fait de manière collaborative avec tous les acteurs nationaux. Aussi a-t-il fait part de la Conférence sur le développement durable prévue à la fin juillet au Sénégal.

Pour Monsieur David Heurtel, Ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec, il faut « oser l'ambition ». Et le Québec s'y emploie. C'est à juste titre que la province renforce son dispositif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre qui étaient en 2012, inférieures à 8% à leur niveau de 1990. Et la cible de réduction est estimée à environ 20% par rapport au niveau de 1990 avec la mise en place d'un fonds vert de 3,3 milliards de dollars d'ici 2020. Quant au marché du carbone de Québec, cité en référence dans le monde, il a permis de générer un revenu de [548 millions de dollars](#) depuis sa mise en place en 2013. Aussi a-t-il relevé que le Québec s'allie à toute initiative dans le domaine de la recherche scientifique, de l'innovation technologique, et d'investissement majeur dans le domaine du développement durable afin de « développer la nouvelle économie du 21^{ème} siècle ». Il a mis en exergue le travail de collaboration et de leadership des États infranationaux dans le monde sur les questions de changements climatiques, qui peut bien influencer la position des États fédéraux comme « c'est le cas au Canada avec la tenue du premier sommet de l'histoire canadienne sur les changements climatiques ».

Représentant le monde de l'entreprise dans le panel de discussion, Monsieur Denis Leclerc, Président d'Ecotech Québec, a souligné que la « Conférence des Parties n'est pas une fin en soi mais le début d'une nouvelle ère. » Pour lui, il faudra qu'on garde à

l'esprit que le plus important est aussi comment atteindre les cibles qui seront fixées dans l'accord climatique tant souhaité par tous. A cet effet, il préconise des solutions d'ensemble autant pour les acteurs gouvernementaux, les citoyens et les entités corporatives. Il souhaite l'exemplarité de l'État dans la transition vers l'économie verte, la technologie propre et les pratiques d'acquisition écoresponsable. Des États, qui selon lui, doivent soutenir les innovateurs en partant de la recherche jusqu'à la commercialisation de l'innovation.

Quant à Monsieur Jean-Pascal Van Ypersele, Vice-Président du GIEC, revenant sur la mission du GIEC depuis près de 25 ans, il a soutenu très distinctement que « l'influence des activités humaines sur le climat est manifeste mais l'humanité a les moyens d'agir... ». Il a ajouté que nombreuses options existent dans le domaine technique, économique et de la coopération. Et pour lui, « la décarbonisation complète de l'économie avant la fin du siècle est nécessaire ».

Reconnaissant l'urgence des actions, l'IFDD a convié à cette session de discussion, M. Charles Hugo Maziade, Directeur de Projet à la Coopérative Forêt d'Arden pour une présentation de son initiative de Bourse du carbone scol'Ère comme un engagement de la société civile sur les enjeux climatiques. En effet, la Bourse du carbone Scol'ERE est un mouvement éducatif et collectif qui vise l'adoption de nouvelles habitudes de vie écoresponsables par la formation d'élèves à l'école primaire, favorisant ainsi la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Citoyens et entreprises sont aussi invités à s'engager à relever des défis dans le cadre de ce projet.



Vue partielle des participants à la session d'échanges (©IFDD)

Au terme des différentes interventions et des discussions avec le public, c'est sur une note positive que M. Jean-Pierre Ndoutoum a conclu la session avec l'espoir pour tous les participants d'un accord climatique à la prochaine conférence de Paris.



Vue partielle des participants au petit déjeuner-travail de l'IFDD (©IFDD)



De gauche à droite, M. **Jean-Pierre Ndoutoum**, Directeur de l'IFDD, M. **Nicolas Chibaeff**, Consul général de France à Québec, M. **Souleymane Diallo**, Directeur de cabinet du Ministre de l'Environnement et du Développement durable du Sénégal, M. **David Heurtel**, Ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec, M. **Denis Leclerc**, Président d' **Ecotech Québec**, M. **Jean-Pascal Van Ypersele**, Vice-Président du GIEC, M. **Charles Hugo Maziade**, Directeur de Projet à la Coopérative Forêt d'Arden (©IFDD)